



Paris, le 26 août 2014

## **Maintien de Christiane Taubira à la chancellerie : l'IPJ fait part de son incompréhension et de sa vive inquiétude**

L'Institut pour la Justice, association citoyenne œuvrant pour une justice plus protectrice des citoyens et plus équitable à l'égard des victimes, **fait part de son incompréhension et de sa vive inquiétude à la suite de la reconduction de Mme Christiane Taubira au poste de garde des Sceaux.**

**Incompréhension car la nomination d'un nouveau ministre aurait permis de mettre fin au climat délétère de défiance et de suspicion qui règne** à la suite de différentes polémiques ayant mis en cause plus ou moins directement la garde des Sceaux (affaire Falletti, affaire Buisson, « mur des cons » du Syndicat de la Magistrature, écoutes de Nicolas Sarkozy,...)

**Incompréhension car l'objectif de ce remaniement était d'offrir une plus grande clarté dans l'action gouvernementale.** Or, Christiane Taubira a, plusieurs fois, contesté la ligne du Premier ministre sur la réforme pénale ou du Président de la République, sur le doublement du nombre de centres éducatifs fermés par exemple. **Dès lors, quelle sera la ligne directrice de son action ?**

**Vive inquiétude car Christiane Taubira a fait la preuve de son angélisme idéologique, de son sectarisme et du laxisme de sa politique,** à l'opposé de la fermeté que souhaitent les Français dans leur ensemble.

**Vive inquiétude** car reconduire Mme Taubira c'est l'inciter à poursuivre son action dangereuse lors des prochaines réformes annoncées comme celle sur la délinquance des mineurs. Or les premières pistes concernant ce dossier sont à l'inverse de ce qui est nécessaire.

L'Institut pour la Justice fait donc part de son incompréhension et de sa vive inquiétude après la reconduction de Mme Taubira. Il souhaite que la ministre change de politique pour tenir compte (enfin) de l'avis des Français et que le sort des victimes devienne une priorité de son action.

Contact presse : Alexandre Giuglaris, 07 61 71 00 75

---

**L'Institut pour la Justice** est une association loi 1901 qui fédère des centaines de milliers de citoyens ; c'est aussi un think tank qui regroupe des juristes, des praticiens du droit et des criminologues. Son objectif est de promouvoir une Justice plus protectrice pour les citoyens et plus équitable vis-à-vis des victimes. Son indépendance est garantie par son refus de toute subvention publique ou privée, ses actions étant financées par ses 82 000 membres donateurs. Créé en 2007, l'Institut pour la Justice s'est fait connaître du grand public par son Pacte 2012, signé par plus de 1 700 000 internautes.